



Le Processus d'Adhésion du Tchad à la Convention de l'Eau de 1992 : Historique et les Leçons apprises

MAHAMAT ALIFA MOUSSA ,
ingénieur de Génie Rural , Spécialisé en Géophysique et Diagraphie
Secrétaire Général
Ministère de l'Hydraulique du Tchad

Contexte géologique et hydrogéologique du Tchad

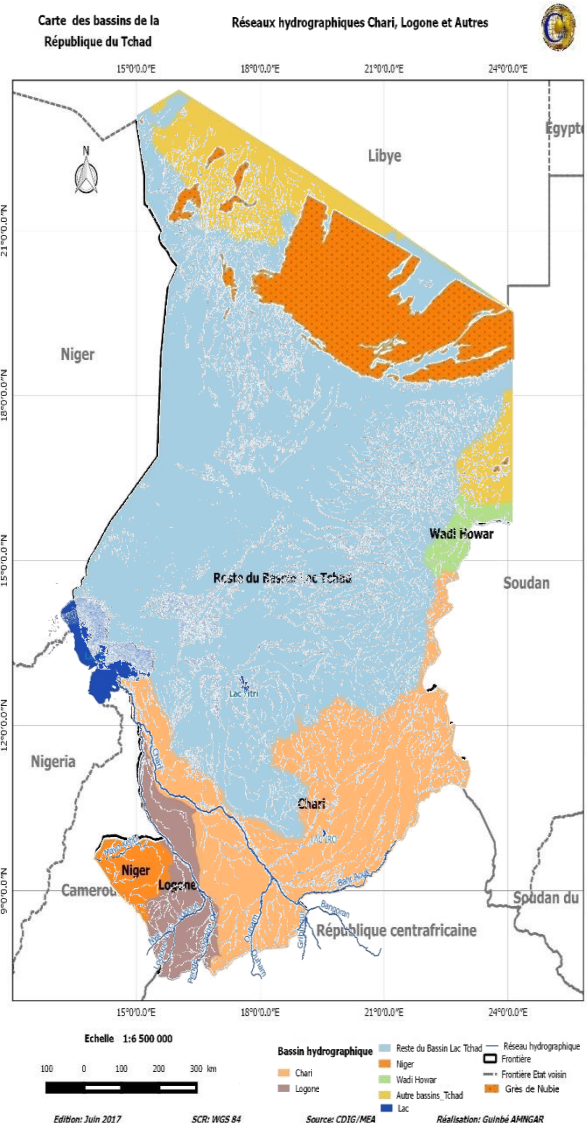
**Pays continental,
sahélien, enclavé**

**Victime du
changement
climatique**

**Superficie:
1 284 000 km²**

**Population: 16,6
millions en 2022 et
45 millions en 2050**

**Taux de croissance
de la population
3,6%/an**





Contexte Général

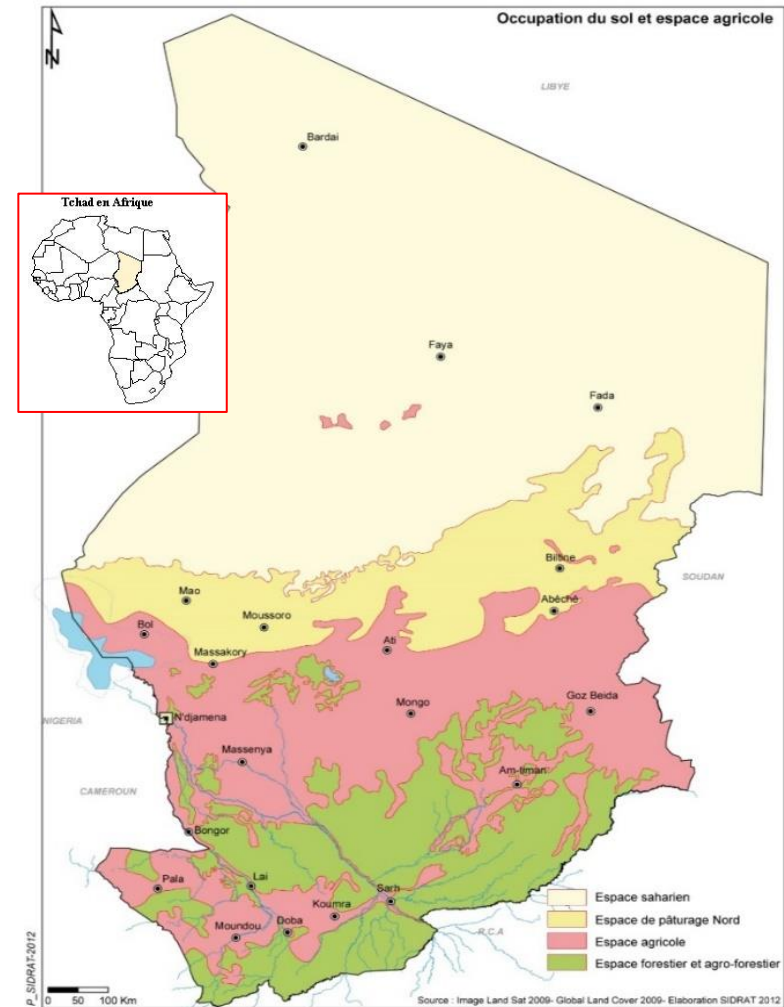
Le Tchad, pays sahélien, situé au cœur de l'Afrique.

Population à 78% rurale et 22% Urbaine.

Le Tchad est constitué de trois (3) zones climatiques (saharienne, sahélienne et soudanienne).

La température moyenne est de 35°C.

Le pays dispose de ressources naturelles importantes, mais se trouve dans un contexte difficile à cause des effets néfastes du changement climatique.





II – Contexte Général

Eau Potable et Disponibilité des Ressources en eau :

Le Tchad dispose des ressources en eau considérables estimés à: 540 milliards de m³ de réserve en eau souterraine dont 20 milliards de m³ renouvelables par an, le potentiel en eau des cours d'eau estimé en moyenne à 21.8 milliards de m³/an. Cependant, le taux d'accès à l'eau potable n'est que de 63;5% et 19% en assainissement.

- ▶ Hydraulique pastorale: Pays d'élevage par excellence, le cheptel est estimé à 140 Millions de têtes, toutes espèces confondues, pour un taux d'accès aux ouvrages pastoraux estimé à 69%, ce qui entraîne un fort mouvement migratoire vers le Sud du pays exacerbant du coup le conflit éleveurs-agriculteurs.



II - Contexte (suite)

Hydraulique agricole: 5,6 millions ha de terres aménageables, mais très peu d'aménagements hydro agricoles en maîtrise totale d'eau.

Assainissement: un accès aux services d'hygiène et d'assainissement faible, avec un taux d'accès de **18%**. Plus de deux tiers (2/3) des ménages pratiquent la défécation à l'air libre.

Le manque d'eau potable et l'insuffisance des services d'hygiène et d'assainissement, favorisent les maladies hydriques telles que: Choléra, fièvre typhoïde, bilharziose et Hépatite E en zone d'accueil des réfugiés centrafricains et sud soudanais, Camerounais, Nigériens et même Nigériens (2 Millions de réfugiés au Tchad , HCR).

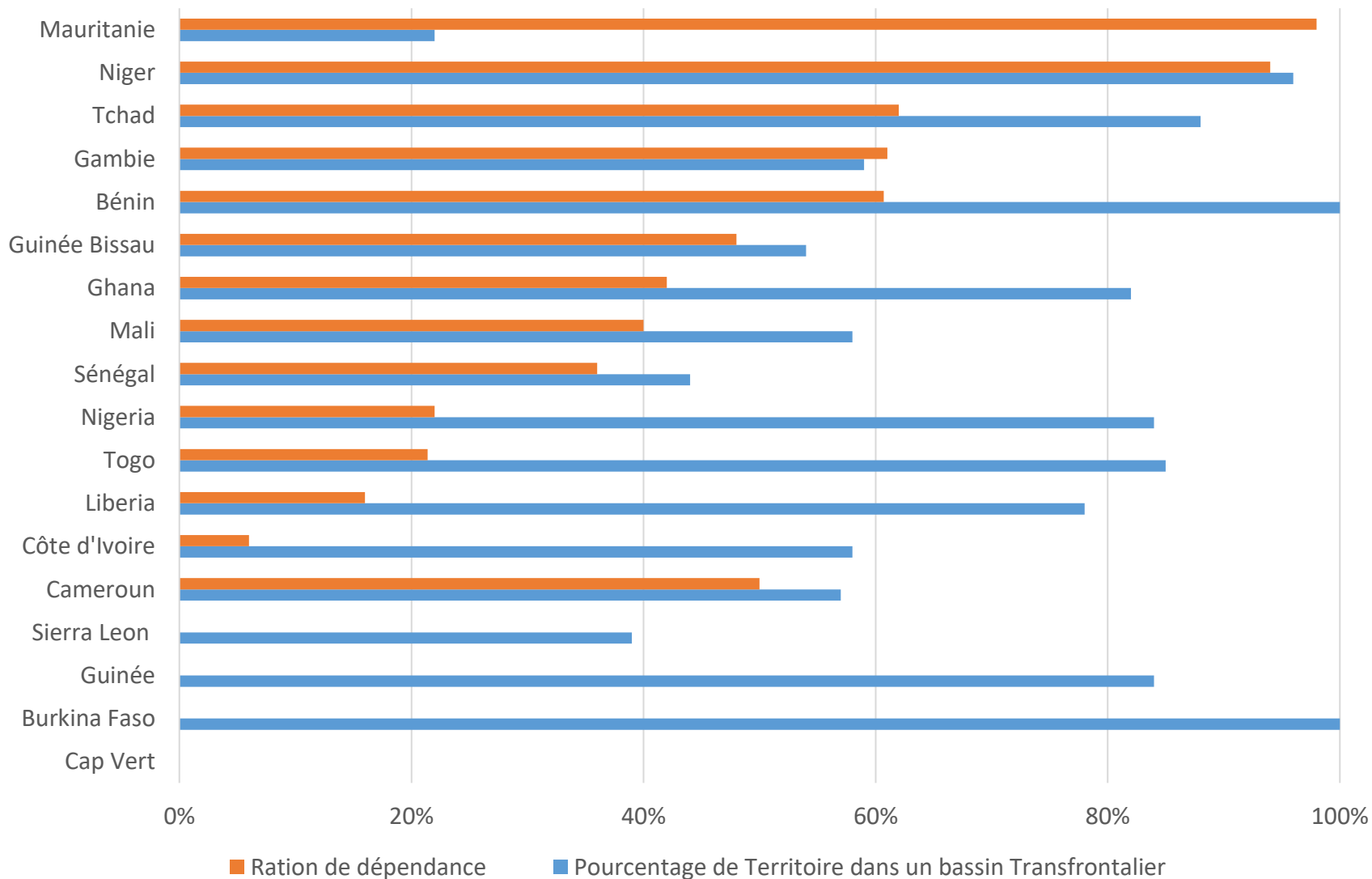
La gestion des ressources partagées: Les institutions régionales.

- Le Tchad partage avec les pays voisins (Nigeria, Cameroun, Niger et Lybie) de nombreux hydro systèmes de surface ainsi que de nombreux systèmes aquifères souterrains.
- Cette situation nécessite donc une gestion concertée avec les pays qui partagent et exploitent les mêmes ressources en eau.
- Ce contexte d'interdépendance des Etats par rapport à la ressource eau a vu naitre des Organismes de bassins depuis les années 60.
- Ce sont notamment la Commission du Bassin du Lac Tchad, la Commission mixte Cameroun et Tchad, l'Autorité du Bassin du Niger, la Commission Mixte sur l'aquifère des Grès de Nubie.

III/ INTERDEPENDANCE HYDRIQUE REGIONALE

- ▶ **En général les pays Ouest Africains y compris ceux du Sahel ne manquent pas d'eau ; seuls le Cap Vert et le Burkina Faso se situent en deçà de la norme internationale de rareté à savoir 1700 m³ d'eau douce renouvelable par an;**
- ▶ **Le Cap Vert est en dessus de 1000 m³ par an;**
- ▶ **De plus, les ressources en eau sont illégalement réparties sur l'étendue des territoires et La disponibilité au moment et aux lieux voulues est malheureusement constaté ;**
- ▶ **Les principaux cours d'eau (Niger, Sénégal, Gambie, réseau du Lac Tchad) prennent leur source dans les régions plus arrosées avant de traverser les zones sahéliennes ou les déficits pluviométriques sont chroniques depuis 1970-1980;**
- ▶ **Ces transferts sont l'une des manifestations de l'interdépendance;**
- ▶ **A l'exception du Cap Vert, chaque pays Ouest Africain partage au moins un cours d'eau avec un pays voir diagramme:**

Diagramme du Bassin



IV/ L'EAU SOURCE DE TENSIONS

- ▶ Le haut degré d'interdépendance des pays Ouest africains en matière d'eau et la réduction notable de la disponibilité en eau de surface créent un terrain propice à l'incompréhension voire à des tensions entre les pays de la région;
- ▶ Dans la plupart des cas, les problèmes sont réglés par dialogue. Quels exemples récents:
- ▶ Sénégal – Mauritanie: L'aménagement des vallées fossiles en juin 2000 par le Sénégal et décision du gel d'un projet;
- ▶ Burkina Faso – Ghana : Plus de barrages, moins d'électricité. En 1998, le niveau du Lac Volta baisse fortement et perturbe le fonctionnement de la centrale hydroélectrique d'AKOSSOMBO au Ghana;
- ▶ Benin – Niger à cause de l'île de L'été, les deux gouvernements portent le litige à la cours internationale de Justice (CIJ);
- ▶ Cameroun – Nigeria
- ▶ Les populations ont tendance à suivre la régression du Lac-Tchad (de 25 000 km² à 2 500 km²). On comptait une trentaine de villages créés par des immigrants.
- ▶ Ces villages étaient dotés d'écoles et de Centre de santé par l'Administration d'un pays ou de l'autre. Situation non résolue par la CBLT en 1994.
- ▶ En Octobre 2002, la CIJ rend son Verdict.
- ▶ Depuis décembre 2003, le Nigeria a commencé à se retirer du territoire disputé.

LES ENGAGEMENTS SOUS-REGIONAUX ET REGIONAUX :

- ▶ La multiplication de projets de grands barrages
 - ▶ Le haut degré d'interdépendance en matière d'eau
 - ▶ La réduction drastique de la disponibilité de ressources en eau du fait du changement climatique
 - ▶ Les risques de conflits internationaux autour de l'eau (plus de 60 cours d'eau transfrontaliers en Afrique)
 - ▶ La faiblesse de l'approche « Gestion Intégrée des Ressources en Eau » (GIRE) et la Coopération à l'échelle des bassins
 - ▶ La nécessité d'avoir un dispositif pertinent en droit international
 - ▶ La nécessité d'avoir des dispositions pertinentes et des normes émergentes de bonne conduite dans la gestion des cours d'eau
 - ▶ Faire de nos cours d'eau transfrontaliers des espaces de coopération et non des lieux de conflits
- ▶ Conscient de la situation de vulnérabilité des ressources et du changement climatique, le Tchad a décidé de s'engager dans la voie de la GIRE à travers les organisations régionales et les institutions onusiennes investies dans ce combat.

Pourquoi le Tchad a enclencher le processus de son adhésion à la Convention de 1992

- ▶ L'accès à l'eau constitue un enjeu crucial pour le Tchad. Face au risque de conflits entre usages de l'eau et les Pays riverains, les besoins du développement, l'augmentation des besoins individuels, l'accroissement de la population, la nécessité de planifier l'avenir en conservant les milieux naturels et la biodiversité, le Tchad s'est résolu à promouvoir une gestion intégrée et durable des ressources en eau de surface et des eaux souterraines.
- ▶ Afin de tenir compte du caractère transfrontalier de la plupart de ses ressources en eau, le Tchad privilégie notamment le renforcement de la coopération internationale comme moyen de gestion de ses ressources..
- ▶ L'ouverture mondiale de la Convention sur l'eau constitue donc une opportunité pour le Tchad pour renforcer la coopération sur ces ressources en eau partagées

Les avantages de l'Adhésion à la Convention de 1992 pour le Tchad:

- ▶ Renforcement des capacités nationales et régionales, transfert des compétences et échanges d'informations par rapport à la GIRE ;
- ▶ Appuis à la Gouvernance de l'Eau et à la Gestion des Eaux partagées ;
- ▶ Accompagnement dans la mise en œuvre des accords ; protocoles ; Chartes de l'eau etc...
- ▶ Convention CEE/ONU de 1992 est un cadre universel de suivi et de gestion des ressources en eau tant de surface que souterraine ;
- ▶ La Convention peut jouer le rôle interface entre les PTFs et les Pays membres ou Parties candidates à l'adhésion ;
- ▶ Meilleure tribune pour se faire entendre dans le cadre de la GIRE avec possibilités pour les Pays sous-développés comme le Tchad à accéder à l'aide au développement ;
- ▶ La Convention constitue un soutien non négligeable aux organismes de bassins (CBLT, ABN, JASAD....);

Historique du processus d'adhésion à la Convention sur l'eau

- ▶ Depuis 2013: participation aux activités dans le cadre de la Convention; le Tchad a exprimé à plusieurs reprises son intérêt d'adhérer à la Convention sur l'eau
- ▶ Octobre 2016: sollicitation de l'assistance du Secrétariat de la Convention pour l'organisation d'un atelier national
- ▶ 22 février 2017: organisation d'un atelier préparatoire; une cinquantaine de participants, dont notamment deux Ministres
- ▶ 29 et 30 mars 2017: organisation de l'atelier national; principe d'adhésion recommandé
- ▶ 17 août 2017: Avis juridique de la Cour suprême rendu sur le projet d'adhésion
- ▶ 21 septembre 2017: Validation en Conseil de Cabinet (sous l'autorité du premier ministre)
- ▶ 12 octobre 2017: Validation en Conseil des ministres (par une consultation à domicile)
- ▶ 13 octobre 2017: transmission au Ministère de la Communication pour dépôt devant l'Assemblée nationale
- ▶ Lundi 16 octobre 2017: dépôt du projet de loi de ratification portant adhésion devant l'Assemblée nationale

- ▶ **09 Décembre 2017 : Audition du Ministre de l'Eau et de l'Assainissement par la Commission du développement rural de l'Assemblée Nationale, Réponse à 12 questions orales**
- ▶ **14 Décembre 2017: Audition du Ministre de l'Eau et de l'Assainissement en plénière de l'Assemblée Nationale pour adoption du projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier ladite convention.**
- ▶ **Examen et Adoption de la loi par 115 voix, zéro (0) contre et zéro (0) abstention. C'est un véritable plébiscite**
- ▶ **23 Février 2018 Dépôt des instruments de ratification auprès du dépositaire, le Secrétariat Général des Nations Unies à New York;**
- ▶ **23 Mai 2018 Entrée en vigueur quatre – vingt – dix (90) jours après la date du dépôt . Tchad partie à la CEE/ONU**

Prochaines étapes

Activité menées

- ▶ **Activités de renforcement de capacités pour le développement de projets bancable pour l'adoption au changement climatique** menée en collaboration avec la BAD (novembre 2018). A bénéficier aux pays riverains du Tchad y compris Nigeria
- ▶ Participation active des Experts aux activités de la Convention (Groupe de travail, Réunion des parties etc.)

Prochaines étapes

- ▶ Développement d'une **stratégie nationale de mise en œuvre de la Convention** avec l'appui technique du secrétariat de la Convention (étape après l'adhésion retard du a des changements au niveau ministériel et contexte politique) ;
- ▶ Responsabilisation des Points Focaux nationaux et mise en place d'un mécanisme de suivi
- ▶ Campagne d'échanges d'informations auprès des pays membres à travers les Organismes de bassin
- ▶ Vulgarisation de la Convention pour la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et les lacs internationaux

4. Quelques leçons apprises

- ▶ Le processus d'adhésion requiert **une volonté interne forte**. Le Secrétariat de la Convention ne vient en appui que de manière subsidiaire. Le processus nécessite donc une implication active des techniciens du ministère en charge des ressources en eau.
- ▶ **La vulgarisation et l'exercice d'explication de la Convention sont également très importants** pour favoriser une meilleure compréhension et réception de la Convention ainsi que pour lever les doutes et préjugés éventuels qui entourent la Convention. La création d'un comité d'examen de la Convention ou l'organisation d'atelier d'information est indiquée à cet effet.
- ▶ **L'implication de toutes les parties concernées dans la phase de réflexion** en vue d'une adhésion à la Convention est aussi très recommandée. Cela va aussi bien des parties concernées par l'application de la Convention que celles intervenant dans la procédure de ratification d'une convention internationale (Exemple Ministères des affaires étrangères, Secrétariat du Gouvernement, Parlement etc.).
- ▶ **L'importance d'impliquer les commissions de bassins** pour inciter aussi les autres pays riverains à joindre la Convention, **mais aussi les partenaires techniques et financiers – (l'exemple de la CBLT et de l'ABN)**
- ▶ **Le processus requiert aussi un suivi constant du ministère en charge de l'eau**. Il faut relancer régulièrement les autorités impliquées dans le processus d'adhésion, échanger et préparer à temps au fur et à mesure les actes nécessaires au processus.



**MERCI POUR VOTRE
AIMABLE ATTENTION**

